



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Forum de Paris lance la réflexion sur des principes opérationnels du financement soutenable du développement

Des représentants de plus de 40 pays créanciers et débiteurs souverains et de dix institutions financières internationales et organisations internationales ont posé les bases de futurs principes du financement soutenable à l'occasion de la 4^{ème} réunion annuelle du Forum de Paris, le 29 novembre 2016.

Ce travail s'inscrit dans la continuité du Programme d'Action d'Addis Abeba, approuvé en juillet 2015 par les Etats membres des Nations Unies. Les créanciers et emprunteurs jouent un rôle partagé dans la promotion de la soutenabilité et la gestion de la dette publique dans les pays en développement. Les signataires du Programme d'Action d'Addis Abeba se sont engagés à se doter de principes opérationnels en la matière.

Les pays participants sont convenus ce jour que de tels principes pourraient utilement se concentrer sur la transparence entre les acteurs et leur coordination, la résilience et la cohérence avec les cadres d'endettement définis par le FMI et la Banque mondiale.

La présidence allemande du G20 s'appuiera sur ces travaux afin de développer des principes opérationnels du financement soutenable du développement.

Cette 4^{ème} conférence annuelle a rassemblé les membres permanents du Club de Paris, ses participants ad hoc (Afrique du Sud et Chine), les membres du G20 (Arabie Saoudite, Argentine), des membres de l'Union européenne, des représentants de pays émergents et en développement (Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Ghana, Madagascar, Mali, Namibie, Pakistan, Philippines, Sénégal, Soudan, Thaïlande et Vietnam). Des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque Centrale Européenne, la CNUCED, le Commonwealth, la Commission Européenne, le Secrétariat du G24, la Présidence du G77, les Nations Unies, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), ont également participé à cette conférence. Enfin, la société civile a été représentée par des personnalités de la Réserve Fédérale de la Banque de Chicago et de l'Université de Munich, ainsi que par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres de Coordination Sud.